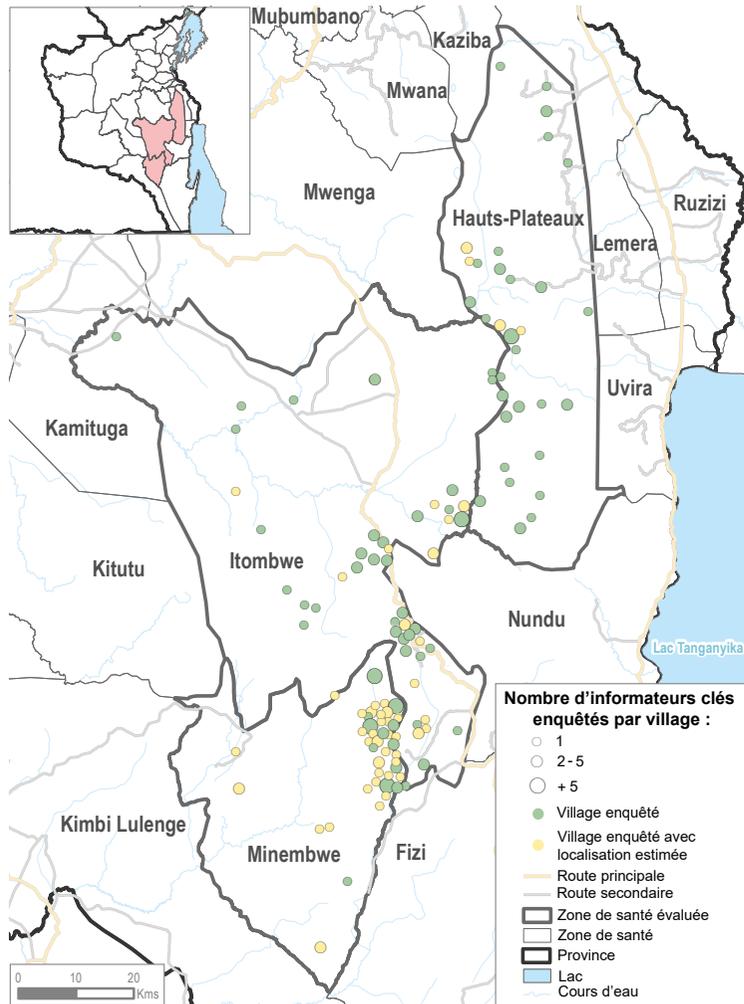




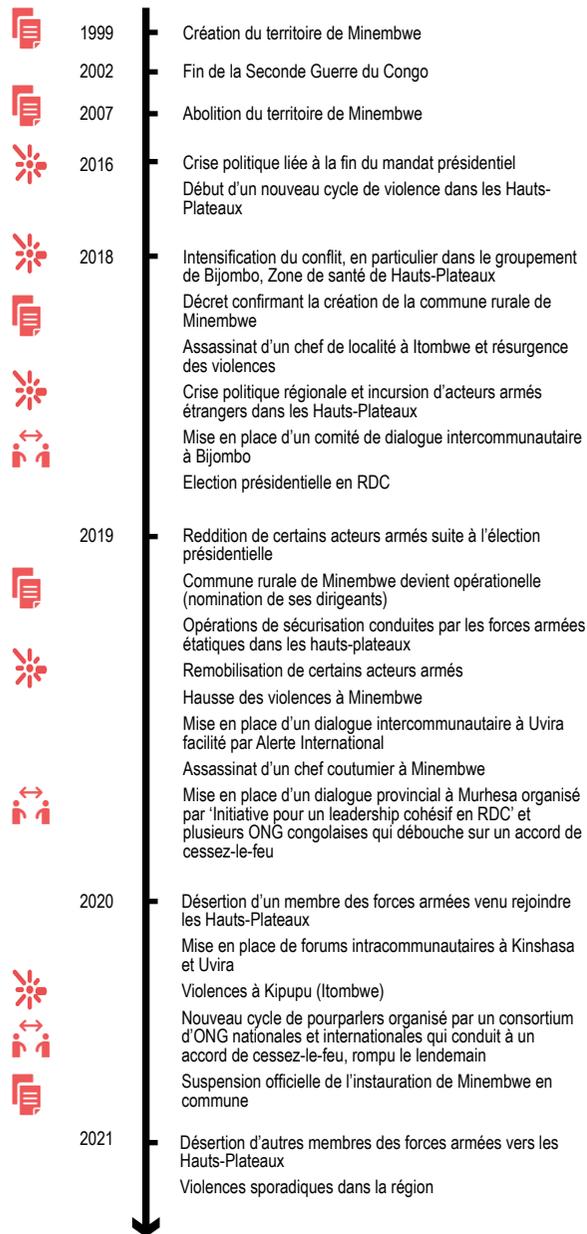
Couverture géographique

Localités évaluées dans les ZS couvertes¹



ZS	Enquêtes ²	Localités évaluées	% de couverture ³
Hauts-Plateaux	60	31	7%
Itombwe	90	51	19%
Minembwe	105	47	32%

Chronologie⁴



Contexte

La zone géographique des hauts-plateaux du Sud Kivu, au croisement des territoires⁵ de Mwenga, Fizi et Uvira a connu de multiples affrontements depuis les années 1990. Le dernier cycle de violences a débuté en 2016 et escaladé en 2018 dans le groupement de Bijombo (zone de santé de Hauts-Plateaux) et s'est ensuite étendu aux zones de santé⁶ (ZS) d'Itombwe, Minembwe, Fizi et Nundu, en particulier aux alentours des localités de Bijombo, Mikenge et Minembwe.⁷ Depuis, la zone oscille entre périodes de relative stabilité et reprise du conflit, les derniers affrontements ayant repris en octobre 2020 pour continuer de façon sporadique au début de 2021 – l'origine de multiples alertes de mouvements de population rapportées par la coordination humanitaire. Afin de soutenir la réponse humanitaire à cette crise, REACH a mené une évaluation des besoins dans des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès dans la zone afin de fournir un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels au sein des ZS les plus affectées des Hauts-Plateaux du Sud Kivu.

Méthodologie

Cette évaluation se base sur une collecte de données quantitatives et qualitatives selon la méthodologie dite "Zone de Connaissance" développée par REACH. Des données quantitatives sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens structurés sur place et par téléphone avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités. Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS. Des données qualitatives sont aussi collectées à travers des entretiens semi-structurés avec des IC⁸ au niveau des aires de santé (AS) ou des ZS afin de contextualiser les données quantitatives. Cette méthodologie permet notamment d'interroger des IC en mesure de fournir des informations sur des localités difficiles ou entièrement hors d'accès afin de produire une estimation comparative des besoins à large échelle dans une zone de crise et ainsi identifier les zones et les secteurs prioritaires.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 10 et le 31 mars 2021, dans la ZS des Hauts-Plateaux, Itombwe et Minembwe. Les données ont été collectées sur place à Mikenge et Minembwe ainsi qu'à distance par téléphone dans les 3 ZS. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Ce rapport est issu du projet de suivi de la situation humanitaire de REACH dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika. Tous les produits REACH, y compris les autres produits liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

Résultats clés

Le dernier cycle de violence dans la région des hauts-plateaux du Sud Kivu et les violents affrontements et attaques dans les ZS de Minembwe, Itombwe et Hauts-Plateaux, principalement entre 2019 et 2021, ont mené à d'importantes destructions d'abris, d'écoles, de structures de santé et autres infrastructures⁹ ainsi qu'au déplacement et à la concentration d'une grande partie de la population de la région dans certaines zones qui faisaient en conséquence face à des besoins multisectoriels sévères. En termes relatifs, la ZS de Hauts-Plateaux était par ailleurs la ZS où les IC dans la plus grande proportion de localités évaluées rapportaient des besoins sévères dans l'ensemble des secteurs évalués. En deuxième venait la ZS d'Itombwe avec des besoins importants rapportés par les IC dans l'ensemble des secteurs évalués, suivie de la ZS de Minembwe où les besoins semblaient plus concentrés dans le secteur de la sécurité alimentaire, santé, articles ménagers essentiels (AME) et protection. Cependant la partie périphérique de la ZS de Minembwe, en dehors du centre, restait difficile à évaluer et certains IC considéraient que les besoins y étaient importants. Parmi les possibles réponses à ces besoins dans la zone des hauts-plateaux, la réhabilitation et la sécurisation des infrastructures routières apparaissaient ainsi comme des besoins clés ayant le potentiel de fortement réduire les vulnérabilités dans la zone de manière indirecte.



Déplacements et mouvements de population : Selon les IC, les mouvements massifs de population dans les ZS évaluées s'étaient opérés principalement entre 2019 et 2020, avec tout de même quelques déplacements rapportés au cours du mois précédant la collecte de données, principalement dans la ZS de Hauts-Plateaux. La grande majorité de ces déplacements était liée aux affrontements armés dans la zone. Les IC ont rapporté que les PDI avaient principalement choisi leurs destinations de déplacement en raison de la sécurité relative dans ces lieux, assurée par les forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) (en particulier à Minembwe, Mikenge et Mikalati), la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) (présente à Minembwe, Mikenge, Kipupu et Bijombo), ou encore les groupes armés affiliés à la communauté locale. L'appartenance communautaire était ainsi un facteur clé dans le choix des destinations de déplacement dans la zone. Quelques rares mouvements de retours étaient aussi rapportés par les IC.



Sécurité alimentaire : Au-delà des causes complexes du conflit, selon certains IC, le caractère intercommunautaire des violences a mené à une dislocation de la complémentarité des différentes communautés dans les dynamiques économiques locales (éleveurs, agriculteurs, commerçants, etc.), menant à une insécurité alimentaire et à un appauvrissement général dans une zone auparavant relativement prospère de la RDC. La persistance de l'insécurité limitait par ailleurs les possibilités de relance économique, en particulier dans la ZS de Hauts-Plateaux. De pair avec le mauvais état de l'infrastructure routière, cette insécurité limitait grandement le commerce vers cette zone où la production locale de nourriture avait fortement chuté depuis le début des dernières violences, menant à des prix très élevés sur les marchés locaux au moment même où une grande partie de la population avait perdu l'accès à ses principales activités de subsistance.



Santé et nutrition : L'accès à la santé dans les hauts-plateaux était limité par les importantes destructions et les pillages d'infrastructures de santé durant les violences ayant eu lieu entre 2019 et 2021, le manque

d'intrants médicaux ainsi que le manque de moyens pour payer des soins en raison du manque de capacités des structures sanitaires. L'accès aux soins de santé semblait être particulièrement limité dans la ZS de Hauts-Plateaux. Les principales maladies les plus fréquemment rapportées par les IC dans les 3 ZS évaluées étaient le paludisme, la diarrhée, et la malnutrition. Les causes de la malnutrition étaient généralement dues à la réduction de la quantité et de la diversité de nourriture consommée depuis les affrontements.



Abris : Une grande majorité des IC des ZS d'Itombwe et Minembwe ont indiqué que des abris avaient été détruits lors d'attaques, en particulier dans les AS d'Itombwe savane entre 2019 et fin 2020 et dans les AS de Kawela et Kabingo de la ZS de Minembwe. Ainsi une grande partie de la population vivait dans des abris d'urgence, en particulier dans les ZS de Hauts-Plateaux et Itombwe, selon les IC, parfois dans des sites spontanés (en particulier dans la ZS d'Itombwe), voire même en brousse ou dans des écoles. La quasi-totalité des IC ont aussi rapporté que la majorité de la population n'avait pas d'AME en suffisance, en particulier les PDI ayant fui les violences et perdu leurs AME durant des pillages. Les AME disponibles à Minembwe centre étaient trop chers pour la majorité de la population car les prix avaient fortement augmenté.



Eau, hygiène et assainissement : La grande majorité de la population dans les ZS d'Itombwe et Hauts-Plateaux utilisait de l'eau de rivière comme seule source d'eau, n'utilisait pas de latrines, et se lavait les mains avec de l'eau seulement, selon les IC. Dans la ZS de Minembwe, l'accès aux sources d'eau protégées et aux latrines et le lavage des mains avec de l'eau et du savon étaient aussi limités.



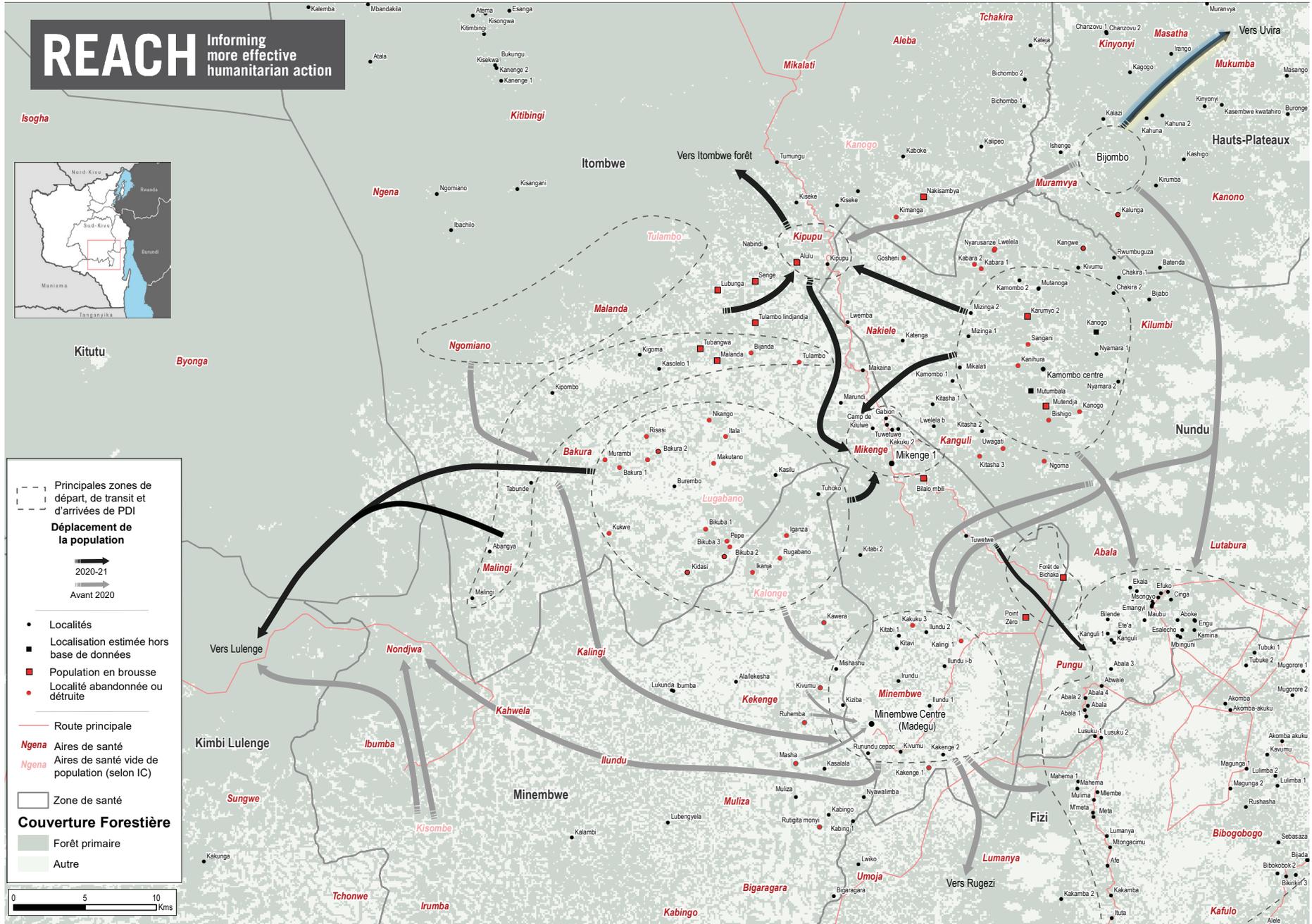
Education : Si la majorité des enfants dans les hauts-plateaux avaient accès à l'éducation, la destruction de nombreuses écoles et des attaques par des acteurs armés contre des enfants se rendant à l'école (principalement en 2019 et 2020), mentionnées par les IC, représentaient de graves atteintes au droit des enfants à l'éducation dans la région. Certains enfants n'avaient pas accès à l'éducation, généralement en raison du manque de moyens pour se procurer des fournitures scolaires, des déplacements multiples, de la distance à une école, de l'insécurité sur le chemin et des conséquences de la fermeture des écoles dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les filles avaient de plus un accès à l'éducation plus limité que les garçons, souvent en raison des mariages précoces.



Protection : La situation en termes de protection dans les hauts-plateaux était caractérisée par la persistance de l'insécurité en raison des activités des groupes armés dans la région, avec, selon les IC, un sentiment d'insécurité dans près de la moitié des localités évaluées de la ZS d'Itombwe et dans la majorité des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux qui semblait être principalement lié aux attaques et pillages rapportés dans ces localités. L'inquiétude principale était les violences sexuelles pour les filles et les femmes, et le meurtre pour les garçons et les hommes - risques généralement associés avec les mouvements à l'extérieur des villages. Plusieurs IC ont rapporté qu'un nombre significatif d'enfants avaient été enrôlés dans des groupes armés dans la région.

Dynamiques de déplacement

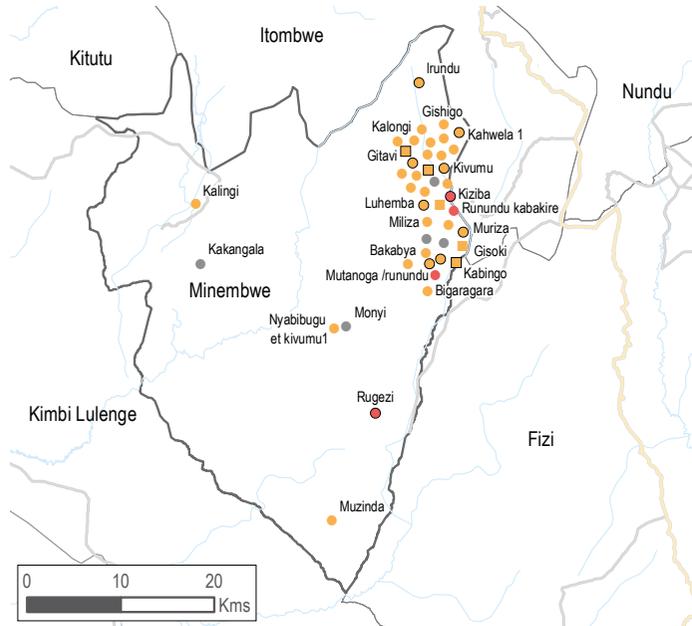
Principales dynamiques de mouvements de population, localités abandonnées et/ou détruites au moment de la collecte de données dans les ZS d'Itonbwe et de Minembwe, selon les IC



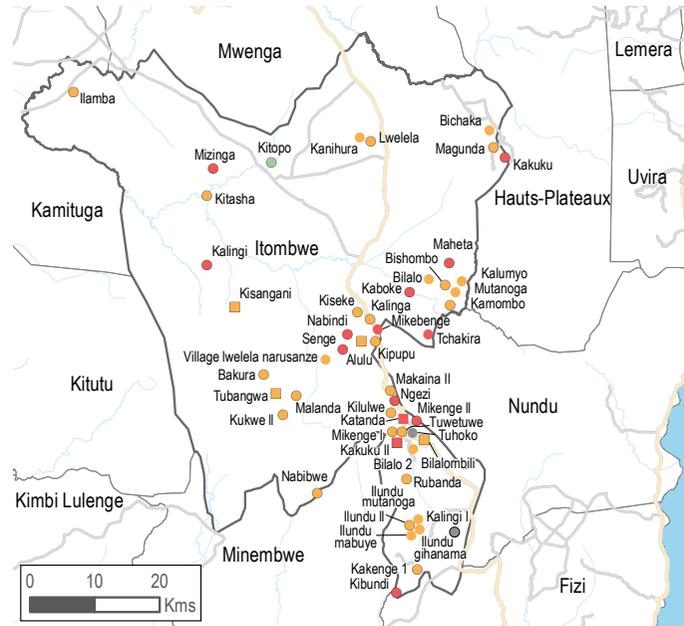
Financé par l'Union européenne Aide humanitaire



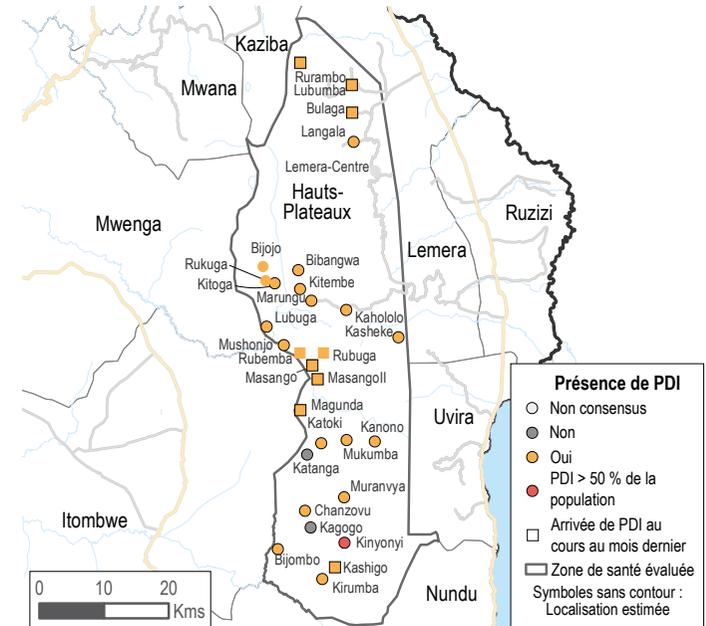
Dans **89%** (41) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté la présence de PDI au cours du mois précédent :



Dans **94%** (48) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté la présence de PDI au cours du mois précédent :



Dans **90%** (28) des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté la présence de PDI au cours du mois précédent :



Population et dynamiques de déplacement

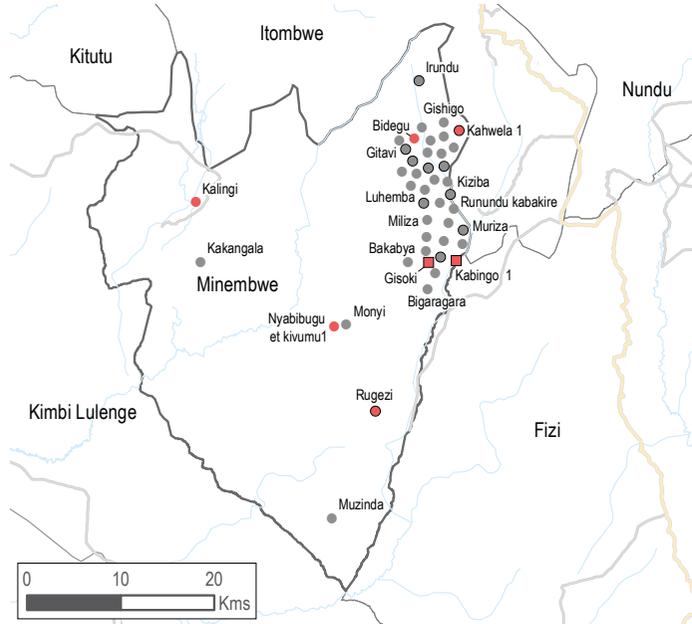
Selon les IC, les mouvements massifs de population dans les ZS évaluées s'étaient opérés principalement entre 2019 et 2020, avec tout de même quelques déplacements rapportés au cours du mois précédant la collecte de données, principalement dans la ZS de Hauts-Plateaux. La grande majorité de ces déplacements était liée aux affrontements armés dans la zone bien que certains IC aient également rapporté que dans certains cas moins fréquents, des PDI s'étaient déplacées à nouveau en raison d'un manque de nourriture et/ou de conditions climatiques difficiles auxquelles elles n'étaient pas habituées. Quelques rares mouvements de retours étaient aussi rapportés par les IC pour les mêmes raisons ainsi qu'en raison de l'amélioration de la sécurité dans les zones d'origine, généralement avec l'intention de rester de manière permanente.

Les IC ont rapporté que les PDI avaient principalement choisi leurs destinations de déplacement en raison de la sécurité relative dans ces lieux, assurée par les FARDC (en particulier à Minembwe, Mikenge et Mikalati), la MONUSCO (présente à Minembwe, Mikenge, Kipupu et Bijombo), ou encore les groupes armés affiliés à la communauté locale. L'appartenance communautaire était ainsi un facteur clé dans le choix des destinations de déplacement dans la zone. Parmi les autres raisons rapportées par les IC expliquant le choix des destinations de déplacement se trouvent l'éloignement géographique des zones d'activité des groupes armés. Les IC ont en particulier souligné les déplacements de PDI de la savane couvrant le centre de la ZS d'Itombwe ("Itombwe savane") vers la forêt dans la partie nord de la ZS d'Itombwe ("Itombwe forêt") afin de pouvoir se cacher des groupes armés. D'autres PDI se seraient déplacées vers Lulenge (dans la ZS de Kimbi Lulenge), cette zone étant éloignée des zones d'opération de ces groupes armés, selon les IC. Certains IC ont rapporté la présence de PDI en brousse, notamment dans la ZS d'Itombwe dans la forêt de

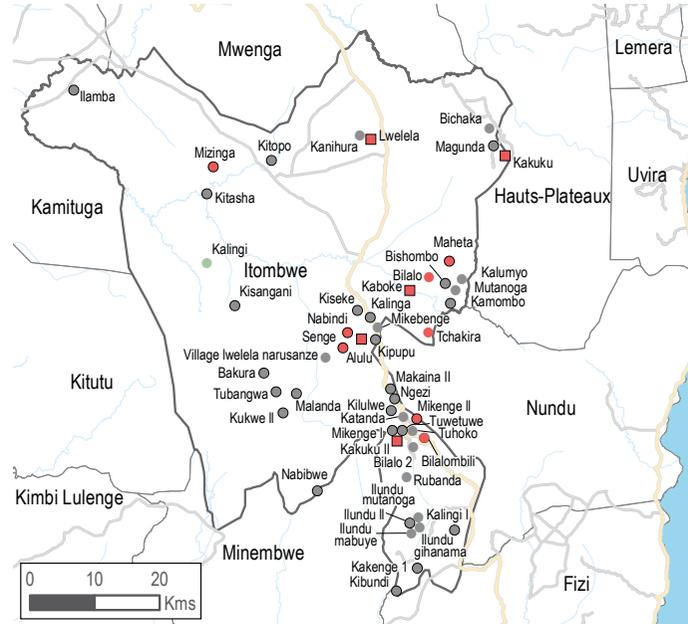
Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Présence de PDI	Oui	89% (41)	94% (48)	90% (28)
PDI représentent la moitié de la population ¹⁰	Oui	10% (4)	36% (14)	3% (1)
PDI arrivées au cours du mois précédent ¹⁰	Oui	12% (5)	13% (6)	32% (9)
Présence de retournés	Oui	17% (8)	25% (13)	26% (8)
Retournés arrivés au cours du mois précédent ¹⁰	Oui	38% (3)	45% (5)	13% (1)
Une partie de la communauté hôte a quitté la localité au cours du mois précédent	Oui	31% (14)	42% (16)	81% (25)
Existence de comités communautaires	Oui	46% (21)	55% (28)	53% (16)
Accès des PDI à ces comités ¹¹	Non	0% (0)	0% (0)	20% (3)
Participation des PDI à ces comités ¹¹	Non	0% (0)	4% (1)	20% (2)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédant la collecte de données.

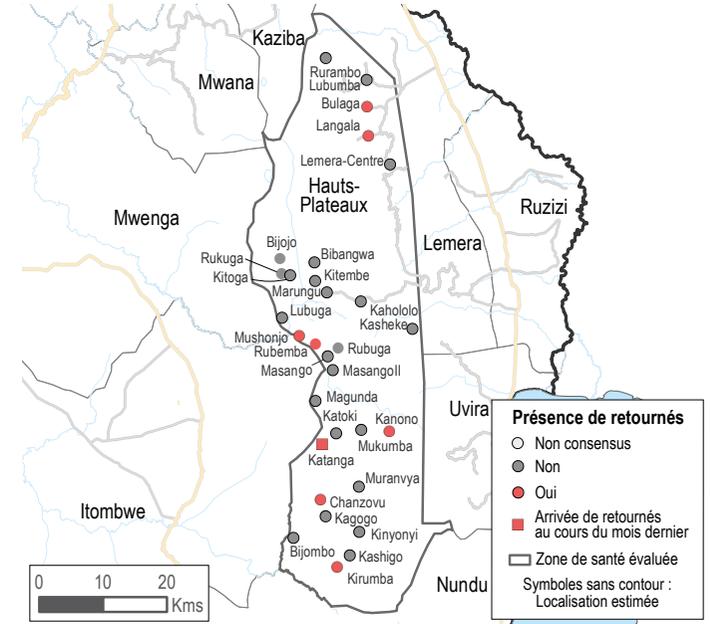
Dans **17%** (8) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté la présence de retournés au cours du mois précédent :



Dans **25%** (13) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté la présence de retournés au cours du mois précédent :



Dans **26%** (8) des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté la présence de retournés au cours du mois précédent :



Bichaka proche de Point Zéro (les estimations non-vérifiées variaient entre 500 et 800 personnes, les besoins prioritaires étant la sécurité, la nourriture, les abris et les AME, selon les IC), dans une autre zone à 2km de la localité de Ngezi (estimations non-vérifiées: 400-900 personnes, avec des besoins prioritaires en abris, AME, nourriture et santé), ainsi que dans les zones autour de Kipupu et de Kamombo centre (voir carte en page 3). Dans la ZS de Minembwe, certains IC ont rapporté la présence de PDI en brousse dans les forêts au nord et à l'est de Minembwe centre (estimations non-vérifiées: 200-900 personnes avec des besoins prioritaires en nourriture et en abris). Dans la ZS de Hauts-Plateaux, un IC a rapporté que des déplacés (5 000 selon l'IC, estimation non-vérifiée) auraient quitté la localité de Kageregere pour trouver refuge dans la localité de Bibangwa à cause des destructions d'abris et de l'insécurité. Selon un second IC, la localité de Lubuga de l'AS de Katanga aurait accueilli au moins 1 200 déplacés (estimation non-vérifiée) venant de Bijombo et Maguda.

Les relations entre PDI et communautés hôtes étaient généralement bonnes dans les ZS d'Itombwe et de Minembwe, en partie parce que les PDI étaient de la même appartenance communautaire que la communauté hôte, ce qui facilitait leur acceptation, selon les IC. Cependant, les IC ont rapporté des tensions dans une minorité d'AS (Bakura, Mikenge, Ngena et Kipupu), principalement liées à l'accès à la nourriture. Ces IC ont en effet rapporté que la pression démographique créée par l'arrivée de PDI avait mené à un manque de nourriture dans les localités d'accueil, et que les PDI se tournaient parfois vers le vol de nourriture dans les champs de la communauté hôte pour y faire face. Les IC ont rapporté que dans les AS de Kipupu et Mikenge, les tensions étaient également liées à l'accès aux abris. Certains IC ont indiqué que des PDI avaient été expulsées des maisons qu'elles occupaient par les propriétaires qui étaient retournés dans leurs localités d'origine. D'autres IC citaient le fait que certaines familles d'accueil manquaient de surface d'habitation et

n'étaient prêtes à accueillir des PDI que temporairement, alors que ces PDI ne voulaient pas quitter les familles d'accueil car elles manquaient de force physique pour construire leurs propres abris. Le partage d'AME (AS Bakura et Ngena) et l'accès à la terre (AS Kipupu) étaient par ailleurs cités par une minorité d'IC comme des sources de tensions entre PDI et communautés hôtes. Selon plusieurs IC dans la ZS de Hauts-Plateaux, les relations entre communautés hôtes et les PDI étaient relativement tendues à cause du partage de la nourriture, des latrines, des habitations et des champs.

Dans les trois ZS, mais particulièrement dans la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté dans 48% des localités évaluées qu'une partie de la communauté hôte avait quitté la localité au cours du mois précédent, le plus souvent en raison d'un départ préventif lié à la peur ou à une menace, indiquant que les mouvements de population liés à l'insécurité continuaient dans ces zones.

% des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'un nombre significatif¹² de membres de la communauté hôte avait décidé de quitter la localité au cours du mois précédent - par ZS :

ZS Minembwe



ZS Itombwe



ZS Hauts-Plateaux



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans les trois ZS de Minembwe, Itombwe et Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent, principalement en raison de l'impact du dernier cycle de violence initié en 2019 et de l'insécurité persistante au moment de la collecte de données qui avaient fait chuter la production locale de nourriture et limitaient l'approvisionnement externe. Les IC ont fréquemment mentionné que l'insécurité limitait les activités de subsistance qui étaient plus courantes avant le début du dernier cycle de violences, spécifiquement l'agriculture de grande envergure, l'élevage, le commerce et l'exploitation minière - en particulier dans la partie savane de la zone. Ainsi, plusieurs IC ont considéré que la majorité des problèmes liés à la sécurité alimentaire découlaient de l'insécurité dans la zone. En effet, selon les IC, les vols et tueries de vaches dans la zone, en particulier en 2019, avaient fait perdre, à une grande partie de la population qui dépendait de l'élevage, leur moyen de subsistance le plus important. D'autre part, une autre partie de la population qui dépendait de l'agriculture avait également vu son accès à ce moyen de subsistance se limiter fortement en raison de l'insécurité persistante et des mouvements de population récurrents liés aux violences selon un IC. Ce dernier expliquait aussi le manque de semences par l'incendie des greniers durant les violences et par le fait que la majorité de la population n'avait également plus de vaches à vendre pour pouvoir ensuite acheter des semences et des outils aratoires, qui étaient de plus devenus très chers.

La majorité de la population n'avait ainsi pas cultivé la saison précédente, selon une majorité des IC, et ceux qui avaient pu le faire cultivaient de petites parcelles aux abords des villages (ou à quelques kilomètres dans les zones sécurisées par les FARDC ou la MONUSCO) comme les champs habituels étaient hors d'accès en raison de l'insécurité. Dans la ZS d'Itombwe, ceci était en particulier le cas dans les AS de Kipupu, Mikenge, Ngena et Tchakira et plus généralement dans les AS de la partie savane (ZS d'Itombwe). Ainsi, selon plusieurs IC, la complémentarité des différentes communautés, qui tendaient à se spécialiser dans l'agriculture et l'élevage respectivement et échanger leurs produits sur les marchés de la ZS de Minembwe, s'était retrouvée brisée par le conflit ce qui avait eu un grave impact sur la sécurité alimentaire dans la zone.

En raison de la chute de la production locale, la zone dépendait en grande partie de l'approvisionnement externe pour alimenter les marchés locaux, une des principales sources de nourriture dans la zone en parallèle de l'agriculture, selon les IC. Cependant, la majorité des IC ont rapporté que le mauvais état de la route et l'insécurité limitaient le commerce vers la zone. En particulier, un IC a expliqué que plusieurs acteurs armés associés à différentes communautés contrôlaient différentes portions des routes vers la zone, ce qui impliquait qu'aucune communauté ne pouvait circuler librement le long de ces routes, limitant ainsi l'approvisionnement. Ainsi, les IC ont indiqué que ces multiples barrières au commerce dans la zone avaient fait fortement augmenter les prix par rapport à la situation d'avant 2019, en partie parce qu'une grande proportion de l'approvisionnement en nourriture et en autres articles se faisait par avion. Par exemple, les IC dans la ZS d'Itombwe ont expliqué que la nourriture à Mikenge venait principalement de Mutambale et Mulima, tandis que l'AS de Malingi ravitaillait l'AS de Bakura (en manioc, semences, etc.), et suivie de l'AS de Malanda, l'AS de Kipupu, et enfin de l'AS de Mikenge. Selon les IC, les prix augmentaient à chacune de ces étapes alors que peu de gens pratiquaient ce commerce, ce qui menait à des prix très élevés sur les marchés. Une grande partie de la population de la ZS n'avait donc pas assez de moyens pour se procurer suffisamment de nourriture via les marchés, d'autant plus après avoir perdu leurs principaux moyens de subsistance à cause des violences.

La majorité des IC ont indiqué que l'arrivée de PDI fuyant les violences, principalement entre 2019 et 2020, avait exercé une grande pression démographique sur les zones d'accueil, notamment à Minembwe centre où les IC rapportaient que la grande majorité des familles accueillaient des PDI, augmentant la demande de nourriture au moment même où l'offre avait été fortement réduite, mais aussi à Mikenge, Kipupu et Bijombo. Dans la ZS d'Itombwe, les IC dans

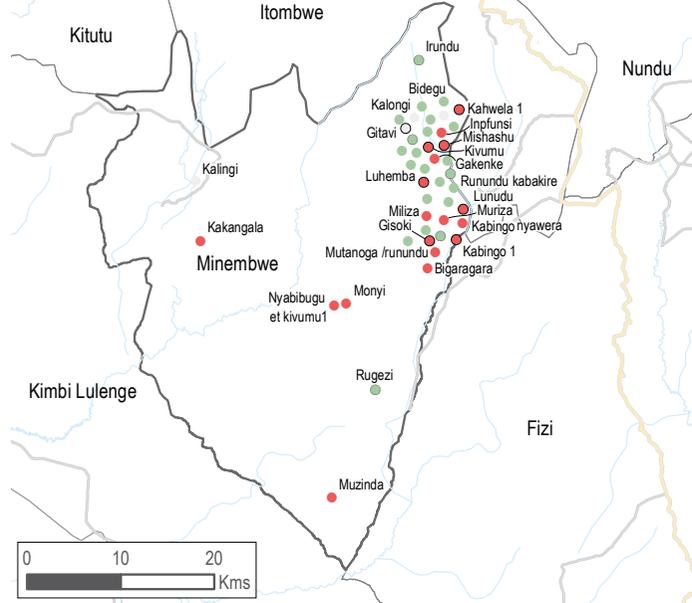
Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Accès à suffisamment de nourriture ¹²	Non	89% (41)	84% (43)	90% (28)
Sévérité de la faim	Modérée	98% (45)	96% (49)	94% (29)
	Sévère	0% (0)	4% (2)	6% (2)
Raisons de l'insuffisance de nourriture	Accès aux terres limité par l'insécurité	33% (15)	35% (18)	52% (16)
	Manque de moyens de subsistance (semences, outils, bétail, etc.)	26% (12)	41% (21)	13% (4)
Stratégies d'adaptation au manque de nourriture ¹³	Diminution des repas	57% (26)	65% (33)	97% (30)
	Emprunt d'argent pour achat de nourriture	74% (34)	39% (20)	68% (21)
	Consommation de semences	43% (20)	27% (14)	19% (6)
Sources de nourriture	Agriculture/pêche/élevage de subsistance	26% (12)	31% (16)	65% (20)
	Achat auprès de marchés/petit commerce	54% (25)	18% (9)	19% (6)
	Petits travaux contre nourriture	0% (0)	35% (18)	0% (0)
Accès à un marché à moins de 2h à pied ¹²	Non	7% (3)	10% (5)	10% (3)
Activités de subsistance ¹³	Agriculture de subsistance	83% (38)	59% (30)	100% (31)
	Petit commerce	63% (29)	35% (18)	87% (27)
	Travail journalier	33% (15)	47% (24)	42% (13)
Accès à la terre	Oui	100% (46)	75% (38)	100% (31)
Pratique de l'agriculture	Oui	65% (30)	67% (28)	61% (19)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédant la collecte de données.

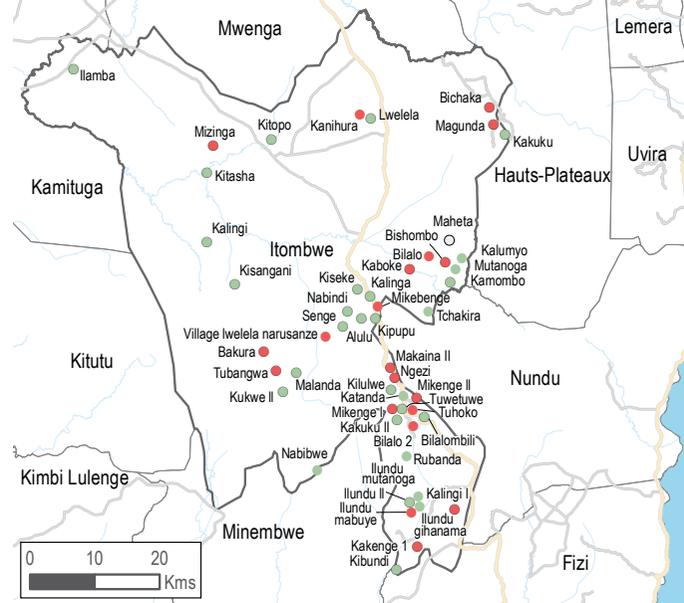
les AS de Kibibingi, et Ngomiano citaient en particulier ce point (en plus de l'AS de Malanda), indiquant possiblement que les déplacements rapportés de PDI depuis Itombwe savane vers Itombwe forêt avaient entraîné une pression démographique particulière dans la partie Sud d'Itombwe forêt.

La majorité des IC ont rapporté que ces problèmes d'accès à la nourriture s'étaient accompagnés de changements importants dans les habitudes alimentaires de la majorité de la population dans la ZS. En particulier, la partie de la population auparavant habituée à consommer de la farine de maïs, des haricots, des pommes de terre, des légumes, du lait et parfois de la viande se retrouvait forcée de consommer des aliments en quantité et en diversité très réduites (en particulier dans la ZS de Minembwe), voire à consommer principalement ou exclusivement du manioc (en particulier dans la ZS d'Itombwe). Plusieurs IC, y compris des professionnels de santé de Minembwe et Itombwe, ont indiqué que de pair avec le manque de nourriture, cette réduction de la diversité alimentaire avait mené à des cas de malnutrition au cours du mois précédent, en majorité chez les enfants mais aussi chez certains adultes. Un IC professionnel de santé à Minembwe considérait les cas de malnutrition dans le sud de la ZS (Rugezi, etc.) comme particulièrement graves. Un autre IC professionnel de santé dans la ZS de Hauts-Plateaux a également indiqué que la prévalence de la malnutrition

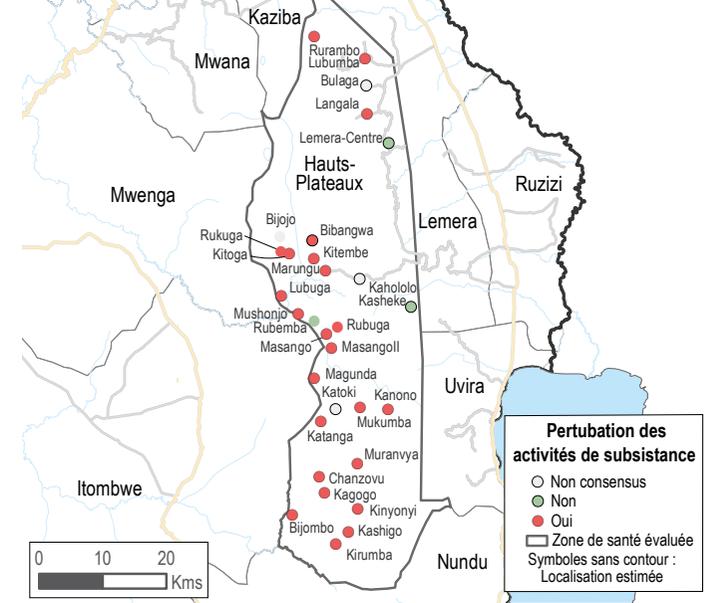
Dans **41%** (19) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que des activités de subsistance de la majorité de la population avaient été perturbées de façon importante au cours du mois précédent :



Dans **39%** (20) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que des activités de subsistance de la majorité de la population avaient été perturbées de façon importante au cours du mois précédent :



Dans **77%** (24) des localités évaluées dans la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que des activités de subsistance de la majorité de la population avaient été perturbées de façon importante au cours du mois précédent :



était très élevée et qu'il n'existait pas de service de nutrition dans la zone. Pour faire face au manque de nourriture, les IC ont indiqué que les stratégies incluaient fréquemment la réduction de la quantité des portions et de la fréquence des repas. Plusieurs IC considéraient que la fréquence des repas était de deux par jour avant le début des violences en 2019, contre généralement un repas par jour au moment de la collecte de données, voire moins (p.ex. AS Tchakira selon un IC dans la ZS d'Itombwe). Dans la ZS de Minembwe, les IC ont également cité l'aide de la famille (souvent des membres de la diaspora pour la communauté à Minembwe centre) ou de l'église, le travail journalier contre argent ou nourriture, l'emprunt d'argent, et dans une moindre mesure la vente de biens non-productifs, l'enrôlement dans des groupes armés et les pillages. Dans la ZS d'Itombwe, d'autres stratégies moins fréquemment citées par les IC incluaient la consommation de légumes sauvages, le vol de nourriture, le partage de nourriture avec les familles d'accueil et la vente de bétail.

3 principales barrières à l'agriculture au cours du mois précédent, en % de localité évaluées, par ZS¹³ :

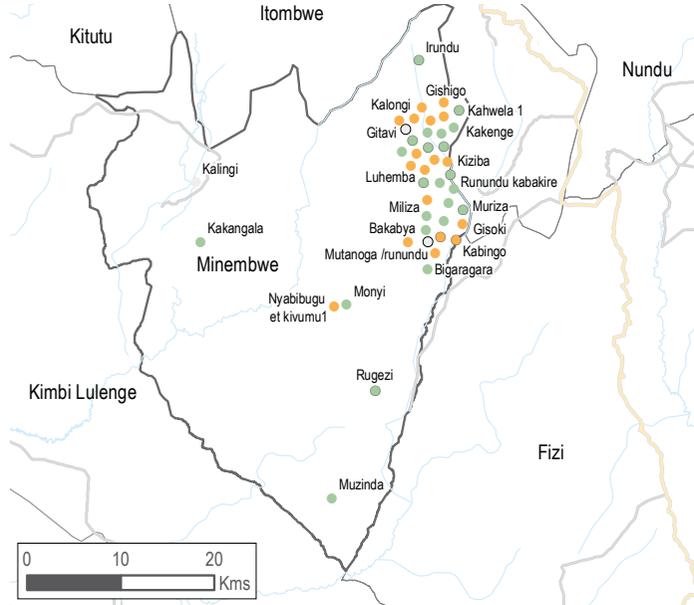
	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
1	Manque de moyens de subsistance (semences, outils, etc.) 80% (37)	Manque de moyens de subsistance (semences, outils, etc.) 63% (32)	Manque de moyens de subsistance (semences, outils, etc.) 90% (28)
2	Insécurité 59% (27)	Insécurité 51% (26)	Insécurité 77% (24)
3	Manque de terres 7% (3)	Manque de terres 6% (3)	Maladies des cultures 35% (11)

Santé et nutrition

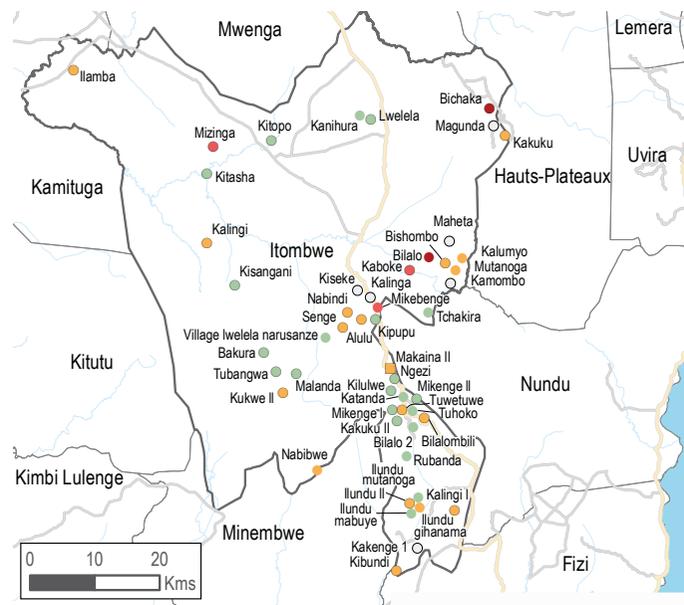
L'accès aux soins de santé dans les hauts-plateaux était limité par les importantes destructions et les pillages d'infrastructures de santé durant les violences entre 2019 et 2021, le manque d'intrants médicaux ainsi que le manque de moyens pour payer des soins en raison du manque de capacités des structures sanitaires.

Dans la ZS de Minembwe, certains IC ont rapporté que le taux d'utilisation des services de santé avait augmenté dans les quatre AS soutenues par des ONG, mais la majorité de la population avait un accès limité aux soins dans les 14 autres AS manquant de capacités. Selon un IC, il s'agirait notamment des AS le long de l'axe Est (AS de Kisombe, Ilundu, Kalonge, et Kakege), et l'axe Sud (AS de Kisanya, Kihunga, Kinyokwe, et Bigaragara), les acteurs de la santé pouvant difficilement atteindre ces zones à cause de l'insécurité. Les IC au niveau de la ZS d'Itombwe ont rapporté que les centres de santé des AS suivantes (toutes à Itombwe savane) avaient été détruits durant des attaques armées : Tulambo, Tchakira, Bakura, Lugabano, et Kanogo en 2019, ainsi que Kipupu, Mikenge, et Kabara en 2020. Les IC ont par ailleurs rapporté que des centres de santé qui n'avaient pas été détruits avaient été pillés (AS Malanda, Mikenge, Kipupu, Bakura et Kabara). Dans les AS de Malanda, Mikalati et Mikenge, les IC ont indiqué que les équipes des structures de santé s'étaient déplacées vers des zones sécurisées, abandonnant les bâtiments dédiés. Des attaques contre le personnel médical à Mikenge en août 2020 ont aussi été rapportées par un IC. Des destructions de structures de santé et des pillages d'équipement, principalement en 2019, ont aussi été rapportés par les IC dans la ZS de Minembwe. Si certaines structures auraient depuis été réhabilitées avec l'aide des ONG, un IC a toutefois indiqué que dans seulement 7 AS sur 18, les structures de santé ne fonctionnaient pas en raison de l'insécurité au moment de la collecte de données. La grande majorité des IC dans la ZS d'Itombwe et certains IC dans la ZS de Minembwe ont par ailleurs indiqué que les structures de santé fonctionnelles manquaient de médicaments et de matériel médical (en raison

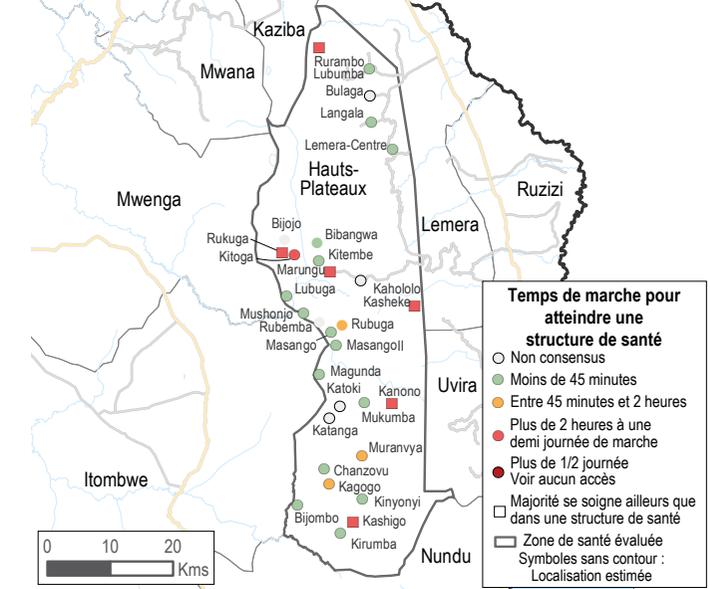
Dans 46% (21) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que le temps de marche estimé pour se rendre à la structure de santé la plus proche était supérieur à 45 minutes au cours du mois précédent¹⁴:



Dans 45% (23) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que le temps de marche estimé pour se rendre à la structure de santé la plus proche était supérieur à 45 minutes au cours du mois précédent¹⁴:



Dans 26% (8) des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que le temps de marche estimé pour se rendre à la structure de santé la plus proche était supérieur à 45 minutes au cours du mois précédent¹⁴:



des pillages, de la forte augmentation de la demande en raison du conflit et des mouvements de population dans la zone, et des difficultés d'approvisionnement externe). Les IC au niveau de la ZS d'Itombwe et dans près de la moitié des AS évaluées ont par ailleurs rapporté que les infrastructures sanitaires étaient insuffisantes et que les abris des structures de santé étaient peu durables. Les IC au niveau de la ZS d'Itombwe ont également indiqué que le personnel médical n'était parfois pas payé, et que quelques structures telles que l'hôpital général de référence (HGR) manquaient de personnel qualifié.

Les difficultés d'accès physique et sécuritaire limitaient également l'accès aux soins. Dans la ZS d'Itombwe, les limites d'accès entre certaines AS et l'HGR de Mikenge posaient en particulier problème pour les complications de grossesses où le risque de décès en route était élevé, mais limitaient aussi les mouvements du personnel et du matériel de santé en raison des risques sécuritaires en traversant Itombwe savane vers Itombwe forêt, selon les IC. Dans la ZS de Minembwe, selon les IC, l'insécurité empêchait par ailleurs le transfert de patients vers l'HGR à Minembwe et la dissémination de médicaments dans la ZS.

Selon certains IC dans la ZS d'Itombwe, les PDI avaient parfois un accès encore plus limité aux soins, et les multiples déplacements avaient mené à des concentrations de PDI et à une dégradation des pratiques d'hygiène. En conjonction la faible utilisation des latrines et de l'eau de rivière dans la grande majorité de la ZS (et même dans la plupart des structures de santé) avait créé des conditions où les maladies diarrhéiques étaient courantes, selon ces IC.

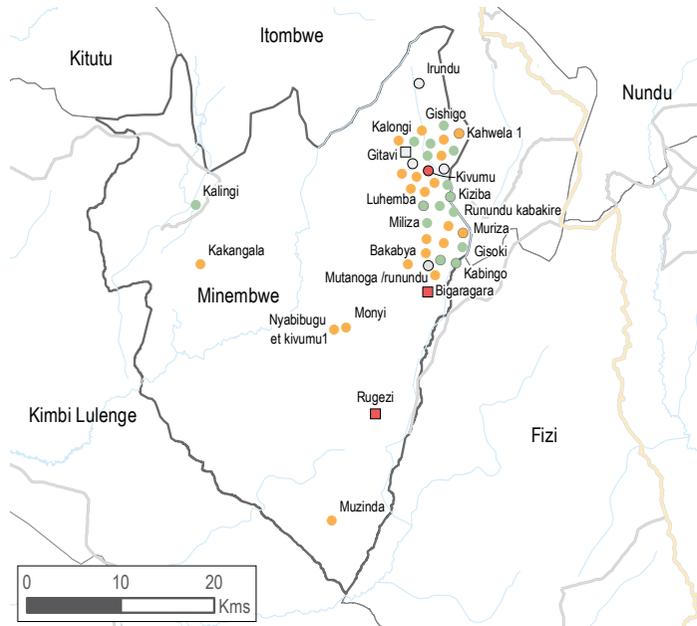
Dans les ZS d'Itombwe et Minembwe, quelques IC ont par ailleurs rapporté que l'appartenance communautaire pouvait avoir une influence sur l'accès aux soins, soulignant les fortes sources de tensions dans la zone. Dans la ZS d'Itombwe, les principales maladies les plus fréquemment rapportées par les IC étaient le paludisme, la diarrhée, la malnutrition, et la pneumonie, avec une distinction entre Itombwe forêt (paludisme et malnutrition principalement) et Itombwe

Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Lieu de soin	Ailleurs qu'une structure de santé ¹⁴	2% (1)	6% (3)	19% (6)
Temps pour atteindre une structure de santé à pied	> de 45 minutes	46% (21)	45% (23)	26% (8)
Barrières à l'accès aux soins ¹³	Manque de médicaments	74% (34)	47% (24)	90% (28)
	Manque de moyens pour payer les soins	70% (32)	33% (17)	97% (30)
	Manque d'équipements	0% (0)	22% (11)	45% (14)
Présence de programmes nutritionnels	Oui	33% (15)	47% (24)	23% (7)
Principal problème de santé	Diarrhées	57% (26)	24% (12)	45% (14)
	Paludisme	4% (2)	24% (12)	32% (10)
	Malnutrition	17% (8)	14% (7)	13% (4)

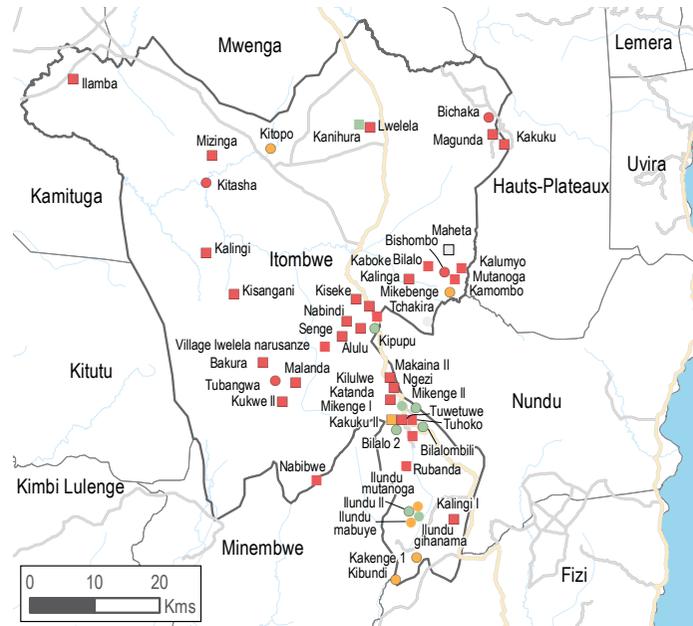
Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédent la collecte de données.

savane (diarrhée principalement). Dans la ZS de Minembwe, les IC ont mentionné le paludisme, la diarrhée, la malnutrition (particulièrement marquée sur l'axe Sud, selon un IC professionnel de santé), et les infections respiratoires aiguës.

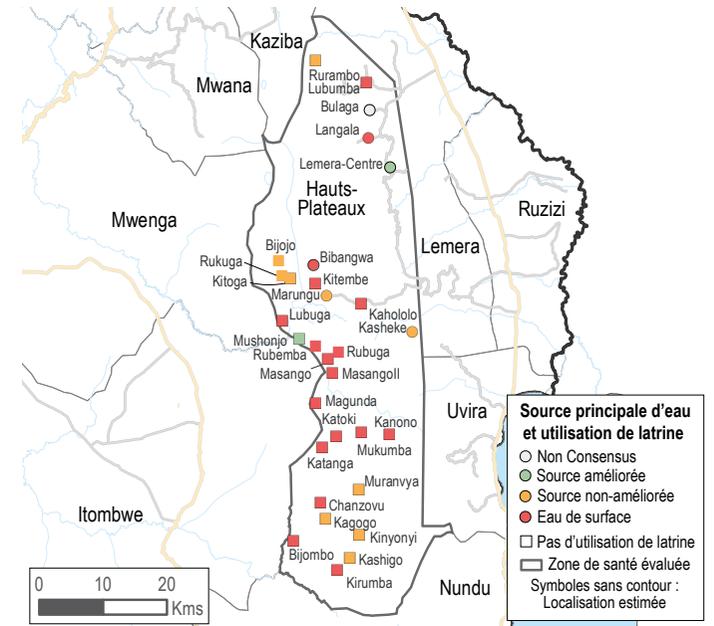
Dans **7%** (3) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche au cours du mois précédent^{12 16} :



Dans **65%** (33) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche au cours du mois précédent^{12 16}:



Dans **48%** (15) des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche au cours du mois précédent^{12 16} :



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

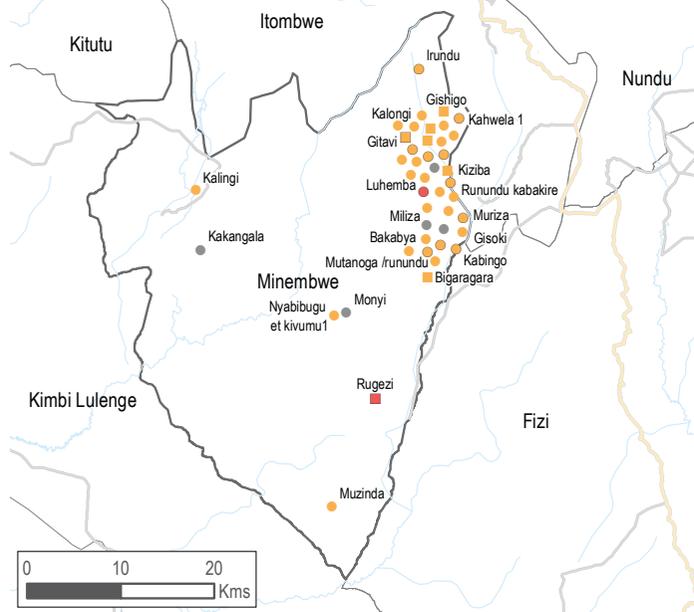
Le manque d'accès à l'eau potable et aux latrines semblait être particulièrement élevé dans les ZS de Hauts-Plateaux et Itombwe. Dans la ZS d'Itombwe, la quasi-totalité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface (généralement de rivière), selon les IC, avec l'exception notable de l'AS de Mikenge. Selon une majorité des IC, le manque d'eau potable était la cause de maladies diarrhéiques. Si tous les IC dans la ZS de Minembwe ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à de l'eau potable, plusieurs IC ont indiqué que la majorité de la population utilisait des sources d'eau non-améliorées ou des sources aménagées mais abimées. Selon deux IC au niveau de la ZS, l'arrivée de PDI avait mis une grande pression sur les sources d'eau existantes. Selon des IC des ONG présentes à Minembwe centre, le temps pour aller collecter l'eau était également un problème dans certains villages de la ZS, et à Minembwe centre le faible débit et la demande élevée menaient à des temps d'attente élevés.

Comme indiqué dans le tableau ci-après, dans 65% des localités évaluées de la ZS d'Itombwe les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent. La raison la plus fréquemment citée était que les PDI ne souhaitaient pas investir de ressources dans la construction de latrines car elles avaient l'intention de retourner dans leurs lieux d'origine. De plus, plusieurs IC ont indiqué que l'arrivée de PDI avait mené à de mauvaises conditions sanitaires suite à la surcharge des infrastructures sanitaires existantes. Dans la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que si la majorité de la population à Minembwe centre avait généralement accès à des latrines, celles-ci n'étaient pas des latrines améliorées¹⁵. La majorité de la population dans le reste de la ZS n'utilisait pas de latrines, principalement par manque de latrines et dans certains cas car la population craignait un nouveau déplacement et ne voulait donc pas investir dans la construction de latrines. Le manque de latrines menait à des maladies diarrhéiques,

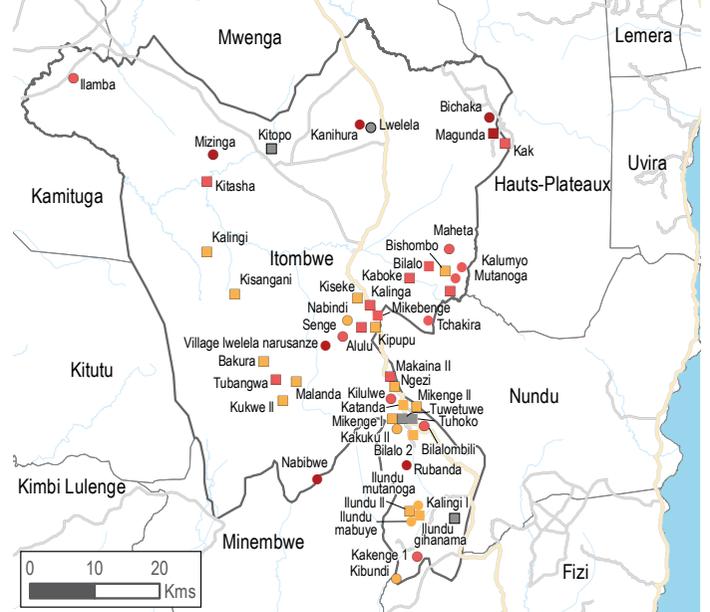
Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Principale source d'eau ¹⁶	Eau de surface	7% (3)	67% (34)	48% (15)
	Source non-améliorée	48% (22)	14% (7)	32% (10)
	Source améliorée	35% (16)	16% (8)	6% (2)
Principaux problèmes d'accès à l'eau ¹³	Absence de récipients	26% (12)	27% (14)	74% (23)
	Eau considérée comme impropre	7% (3)	31% (16)	55% (17)
	Temps d'attente aux sources	76% (35)	24% (12)	68% (21)
Utilisation de latrines	Non	7% (3)	65% (33)	81% (25)
Principales méthodes de lavage des mains	Eau seulement	80% (37)	75% (38)	71% (22)
	Eau avec cendres	2% (1)	8% (4)	13% (4)
	Eau avec savon/chlore	15% (7)	6% (3)	6% (2)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédent la collecte de données.

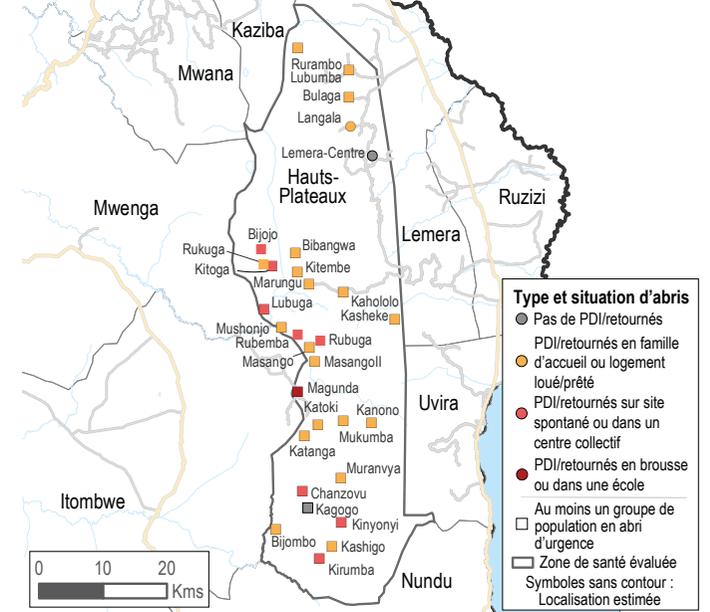
Dans **15%** (7) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que les abris d'urgence¹⁷ étaient le principal type d'abri pour la communauté hôte au cours du dernier mois¹⁰ :



Dans **83%** (30) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que les abris d'urgence étaient le principal type d'abri pour la communauté hôte au cours du dernier mois¹⁰ :



Dans **94%** (25) des localités évaluées de la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que les abris d'urgence étaient le principal type d'abri pour la communauté hôte au cours du dernier mois^{10 18} :



Type et situation d'abris

- Pas de PDI/retournés
- PDI/retournés en famille d'accueil ou logement loué/prêté
- PDI/retournés sur site spontané ou dans un centre collectif
- PDI/retournés en brousse ou dans une école
- Au moins un groupe de population en abri d'urgence
- Zone de santé évaluée
- Symboles sans contour : Localisation estimée

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

Une grande majorité des IC dans toutes les ZS d'Itombwe et Minembwe ont indiqué que des abris avaient été détruits lors d'attaques, en particulier dans les AS d'Itombwe savane entre 2019 et fin 2020 et dans les AS de Kawela et Kabingo de la ZS de Minembwe. Ainsi, selon les IC, une grande partie de la population vivait dans des abris d'urgence, en particulier dans les ZS de Hauts-Plateaux et Itombwe et parfois dans des sites spontanés (en particulier dans les AS de Mikalati, Kitibingi et Tchakira dans la ZS d'Itombwe), voire même en brousse ou dans des écoles. Dans la ZS de Minembwe, la quasi-totalité des ménages de la communauté hôte accueillait des PDI, selon plusieurs IC. La majorité des IC rapportait par ailleurs que la communauté hôte à Minembwe centre logeait principalement dans des abris durables (maisons en briques et tôles), tandis que dans la périphérie de la ZS de Minembwe une grande partie de la population vivait dans des abris non-durables (huttes et maisons en paille dans la plupart des villages). La quasi-totalité des IC ont aussi rapporté qu'il n'y avait pas d'AME en suffisance pour la majorité de la population dans la zone, en particulier pour les PDI ayant fui les violences et perdu leurs AME durant des pillages. Un IC expliquait que si les AME sont disponibles à Minembwe centre, ceux-ci étaient trop chers pour la majorité de la population car les prix avaient triplé.

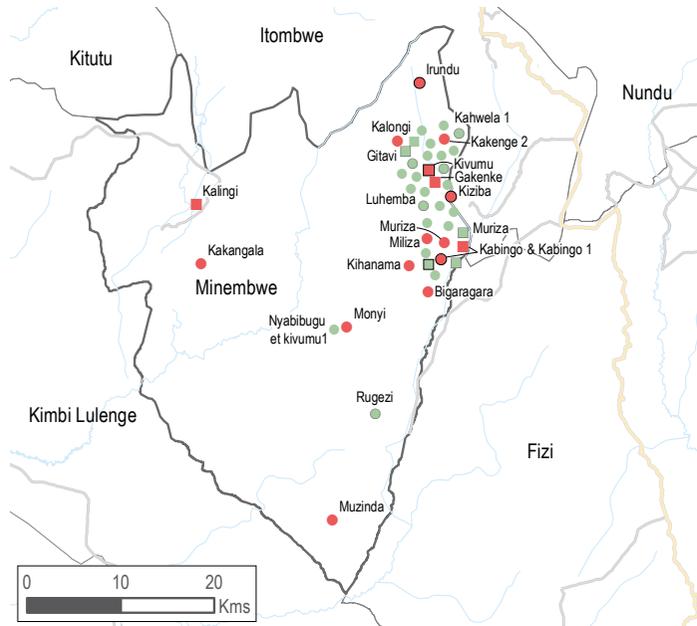
TOP 3 des AME non disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent selon les IC, en % des localités évaluées, par ZS :

	ZS Minembwe	%	ZS Itombwe	%	ZS Hauts-Plateaux	%
1	Natte de couchage	83%	Couvertures	86%	Couvertures	90%
2	Casseroles	48%	Casseroles	84%	Vaisselle/assiettes	90%
3	Couvertures	46%	Vêtements	80%	Casseroles	84%

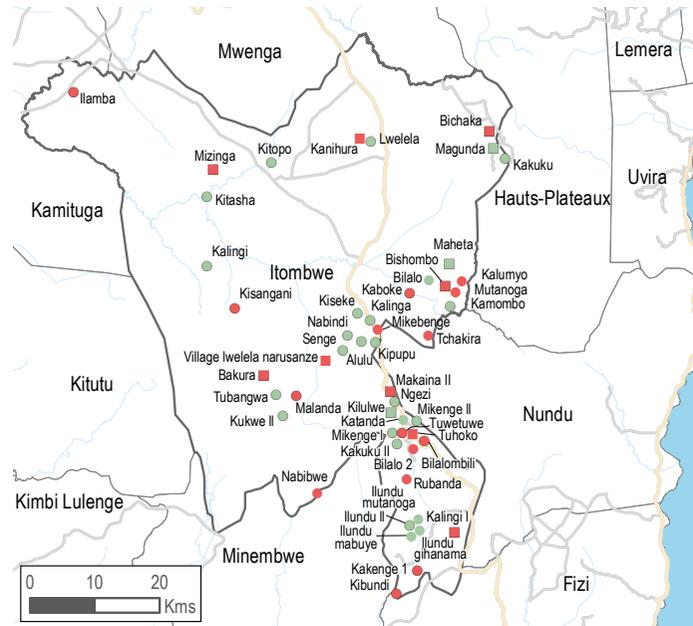
Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Type d'abri pour la communauté hôte ⁴	Abri d'urgence (non-durable)	15% (7)	83% (30)	94% (25)
	Maison (durable)	83% (38)	8% (3)	6% (2)
Type d'abri pour les PDI/retournés en site spontané ⁴	Abri d'urgence (non-durable)	50% (1)	82% (14)	57% (4)
	Abri amélioré (certaine résistance aux intempéries)	50% (1)	0% (0)	0% (0)
Principaux lieux d'hébergement pour les PDI/retournés ⁴	Famille d'accueil ou logement loué/prêté	100% (41)	65% (31)	100% (29)
	Site spontané	5% (2)	35% (17)	24% (7)
	Centre collectif (autre qu'une école)	0% (0)	4% (2)	7% (2)
	Pas d'abris/en brousse ou école	0% (0)	13% (6)	0% (0)
Abris détruits	Oui	9% (4)	25% (13)	87% (27)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédent la collecte de données.

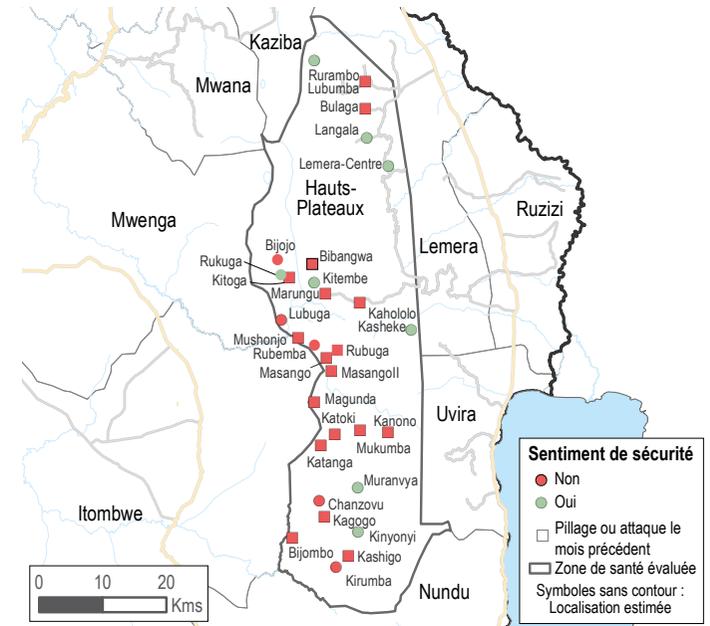
Dans **37%** (17) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent :



Dans **47%** (24) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent :



Dans **65%** (20) des localités évaluées la ZS de Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent :



Protection

La situation en termes de protection dans les hauts-plateaux était caractérisée par la persistance de l'insécurité en raison des activités des groupes armés dans la région, avec un sentiment d'insécurité dans près de la moitié des localités évaluées dans la ZS d'Itombwe et dans la majorité des localités dans la ZS de Hauts-Plateaux qui semblait être principalement lié aux attaques et pillages rapportés dans ces localités au cours du mois précédent la collecte de données. Les IC de la majorité des AS dans la partie savane de la ZS d'Itombwe (AS Aleba, Bakura, Lugabano, Malanda, Malingi, Mikalati et Tchakira) ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité dans ces AS au cours du mois précédant la collecte de données - principalement en raison de l'insécurité persistante causée par l'activité continue des groupes armés. Contrastant nettement avec la situation à Itombwe savane, les IC pour les AS dans la partie Itombwe forêt ont tous rapporté que la majorité de la population se sentait en sécurité dans ces AS, ce qui s'expliquait par le fait que les groupes armés n'opèrent pas ou peu dans Itombwe forêt. Les seules AS d'Itombwe savane où les IC ont rapporté un sentiment de sécurité étaient les AS de Mikenge et Kipupu, en raison de la présence des FARDC et de la MONUSCO. Une autre raison du sentiment de sécurité, citée par un IC, était l'homogénéité communautaire dans l'AS.

Les principales inquiétudes concernant la protection citées par les IC dans la ZS d'Itombwe étaient toutes liées à l'activité des groupes armés dans la zone. Pour les hommes et les garçons, l'inquiétude la plus fréquemment citée par les IC était le risque de meurtre, suivie du risque de torture par les groupes armés. Pour les femmes et les filles, l'inquiétude principale était le risque de violences sexuelles, suivie du risque de meurtre. Ces risques étaient généralement associés par les IC aux déplacements en dehors des villages. La peur de se déplacer était par ailleurs fréquemment citée par

Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Incidents où plusieurs civils ont été tués/blessés	Oui	4% (2)	14% (7)	42% (13)
Type d'incident où plusieurs civils ont été tués/blessés	Attaque armée/combats	100% (2)	86% (6)	92% (12)
Occurrence de pillages ou attaques	Oui	22% (10)	24% (12)	42% (13)
Présence de mineurs non-accompagnés	Oui	15% (7)	59% (30)	90% (28)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédent la collecte de données.

les IC dans toute la ZS, la population à Itombwe forêt ayant peur de se déplacer vers les AS d'Itombwe savane, et la population de ces dernières ayant peur de se déplacer au sein des AS mêmes en raison du risque de violence par les groupes armés. Pour cette raison, les IC au niveau de la ZS ont expliqué que les membres des différentes communautés doivent généralement être accompagnés par des groupes armés affiliés à leur propre communauté lors de déplacements pour assurer leur sécurité. La peur d'attaques était également citée par les IC dans plusieurs AS d'Itombwe savane, indiquant le risque persistant de violences dans la zone. Les IC au niveau de la ZS ont par ailleurs indiqué que des enfants avaient été recrutés dans les groupes armés opérant dans la zone (plusieurs dizaines, selon les IC). La date des derniers incidents de protection (généralement des attaques par les groupes armés) variait selon l'AS de juillet 2020 à février 2021 (les incidents en février étant rapportés dans les AS de Mikalati et Mikenge).

Dans la ZS de Minembwe, la majorité des IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours du mois précédant la collecte de données – principalement en raison de l'insécurité persistante causée par l'activité des groupes armés. Le sentiment d'insécurité pour la majorité de la population était cependant plus exacerbé dans la zone périphérique de la ZS de Minembwe (en particulier les AS de Kisombe, Muliza, et Irumba selon un IC) par opposition à Minembwe centre où les IC ont plutôt indiqué que la majorité de la population se sentait en sécurité. Certains IC ont rapporté que certains membres des forces de sécurité étaient à la fois perçus comme source de sécurité et d'insécurité dans la ZS de Minembwe, un IC rapportant tout de même que ces forces de sécurité limitaient les incursions des groupes armés à Minembwe centre. Selon certains IC, l'insécurité était plus importante la nuit, limitant les déplacements même dans Minembwe centre.

Les inquiétudes les plus fréquemment citées par les IC dans la ZS de Minembwe pour les hommes et les garçons étaient les risques d'extorsion, d'arrestations arbitraires, ou de coups et blessures, suivis du risque de meurtre. Pour les femmes et les filles, les inquiétudes principales étaient le risque de violences sexuelles (mentionné comme pouvant être tabou dans la communauté), suivi par le risque de meurtre. Les risques pouvaient, selon les IC, être associés à l'appartenance communautaire, à l'identité communautaire des acteurs armés opérant dans la zone et aux déplacements en dehors des villages et de Minembwe centre. Les incidents de protection rapportés par les IC pour le mois précédent étaient liés à des extorsions, vols (y compris de bétail), coups et blessures et à des affrontements armés.

Education

Si la majorité des enfants dans les hauts-plateaux avaient accès à l'éducation, la destruction de nombreuses écoles et même, selon les IC, des attaques par des acteurs armés contre des enfants se rendant à l'école (principalement en 2019 et 2020) représentaient de graves atteintes au droit des enfants à l'éducation dans la région. Certains enfants n'avaient par ailleurs pas accès à l'éducation, généralement en raison du manque de moyens pour se procurer des fournitures scolaires, des déplacements multiples, de la distance à une école, de l'insécurité sur le chemin et des conséquences de la fermeture des écoles dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Les filles avaient de plus un accès à l'éducation plus limité que les garçons, souvent en raison des mariages précoces. L'accès à l'éducation dans la ZS de Hauts-Plateaux était particulièrement limité, selon un IC.

Dans la ZS d'Itombwe, la grande majorité des IC ont indiqué que la majorité des enfants en âge scolaire allaient à l'école (primaire et secondaire), sauf dans l'AS de Kipupu parce que les familles manquaient de moyens pour payer les fournitures scolaires, dans l'AS de Lugabano parce que les écoles étaient payantes (car les enseignants étaient non-agrées et donc non-payés par l'Etat), et dans l'AS de Tchakira parce que toutes les écoles avaient été détruites et les enseignants s'étaient tous déplacés, selon les IC. Les IC dans près de la moitié des AS d'Itombwe savane

(AS de Bakura, Lugabano, Malanda, Mikenge, Ngomiano et Tchakira) ont par ailleurs indiqué que des écoles avaient été détruites lors d'attaques armées durant les violences entre 2019 et novembre 2020. Un rapport du Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Technique (EPST) datant de janvier 2020 faisait état de 14 écoles brûlées/détruites et de 15 écoles endommagées durant le conflit dans la ZS d'Itombwe. Les IC ont rapporté que les cours avaient donc lieu dans des bâtiments temporaires/non-durables, ou même dans certains cas dehors, ce qui perturbait l'enseignement. La partie Itombwe forêt n'avait pas connu de destructions d'école, selon les IC. De plus, un IC a rapporté que certains enseignants ne se rendaient plus à l'école en raison de l'insécurité dans certaines zones.

Les IC au niveau de l'AS ont également rapporté que certains parents avaient peur d'envoyer leurs enfants à l'école en raison de l'insécurité sur le chemin, notamment dans les AS de Kipupu et Malingi, et selon un IC en raison du fait que des enfants avaient perdu la vie après avoir été directement attaqués par des personnes armées, notamment dans les villages de Mizinga, Kabara, et Tuwetuwe en 2019. Comme mentionné précédemment, les IC ont aussi rapporté que certains enfants avaient été enrôlés dans des groupes armés et que certains avaient été déplacés de multiples fois et ne fréquentaient donc pas l'école. Les IC dans près d'un tiers des AS ont indiqué que les filles fréquentaient moins l'école que les garçons car elles étaient mariées de façon précoce, ou dans certaines AS à cause de considérations culturelles qui pouvaient varier d'un groupe communautaire à l'autre.

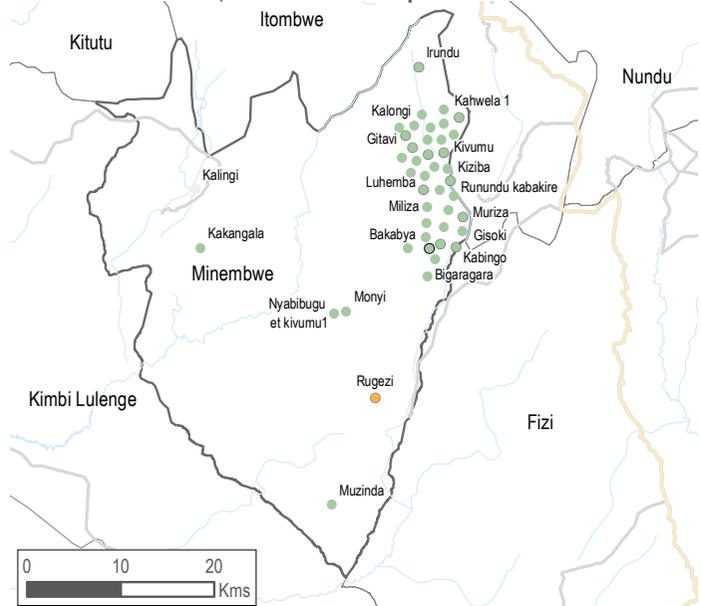
L'accès à l'éducation était aussi limité pour les PDI selon les IC au niveau de la ZS, ce qui touchait en particulier les enfants provenant d'Itombwe savane d'où une grande partie des déplacements se sont effectués. Ainsi, un IC a indiqué que seuls 38% des élèves dans la ZS d'Itombwe qui devaient passer les examens d'Etat de 2020 avaient participé aux examens, notamment à cause d'un manque d'intrants scolaires causés par l'approvisionnement difficile sur les marchés d'Itombwe savane. Enfin, plusieurs IC au niveau de la ZS ont rapporté qu'une minorité d'enfants ne venaient plus à l'école depuis la réouverture le 22 février suite à la période de fermeture à partir du 18 décembre 2020 liée à la COVID-19, soit parce que ces enfants avaient été mariés, soit parce qu'ils étaient engagés dans des activités économiques. La fermeture des écoles avait également aggravé les problèmes de protection pour les enfants, selon un IC, notamment parce que les enfants hors de l'école étaient parfois envoyés acheter de la nourriture sur des marchés éloignés sur des routes avec une grande insécurité.

3 principales raisons du manque d'accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées, par ZS :

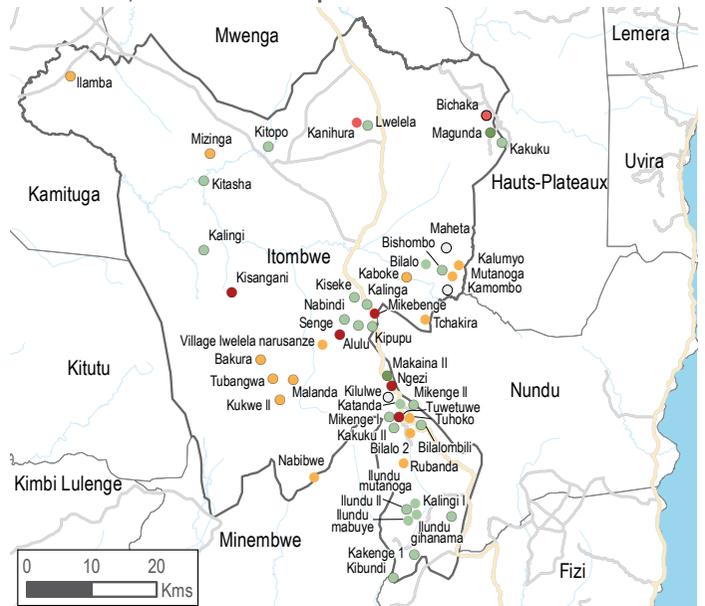
	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
1	Endommagée suite à une catastrophe naturelle 50% (1)	Les écoles ont été détruites par des acteurs armés 34% (10)	Endommagée suite à une catastrophe naturelle 43% (9)
2	Les écoles ont été détruites par des acteurs armés 50% (1)	Endommagée suite à une catastrophe naturelle 17% (5)	NC 19% (4)
3	N/A	Jamais eu d'école à moins d'une heure à pied 14% (4)	Les écoles ont été détruites par des acteurs armés 10% (2)

Dans la ZS de Minembwe, la majorité des IC ont rapporté que la majorité des enfants avait accès à l'éducation, faisant particulièrement référence à l'enseignement primaire – l'enseignement primaire étant censé être gratuit depuis septembre 2019.¹⁹ Néanmoins, en raison de l'absence de matricules pour certains enseignants, tous les enseignants du primaire n'étaient pas payés, selon les IC, des retards ou non-paiement des salaires étant également rapportés. Au niveau de l'enseignement secondaire, une petite partie des frais de scolarité (10% selon un IC) était prise en charge par la province, le reste étant à la charge des parents. L'accès à l'enseignement secondaire était donc plus limité que

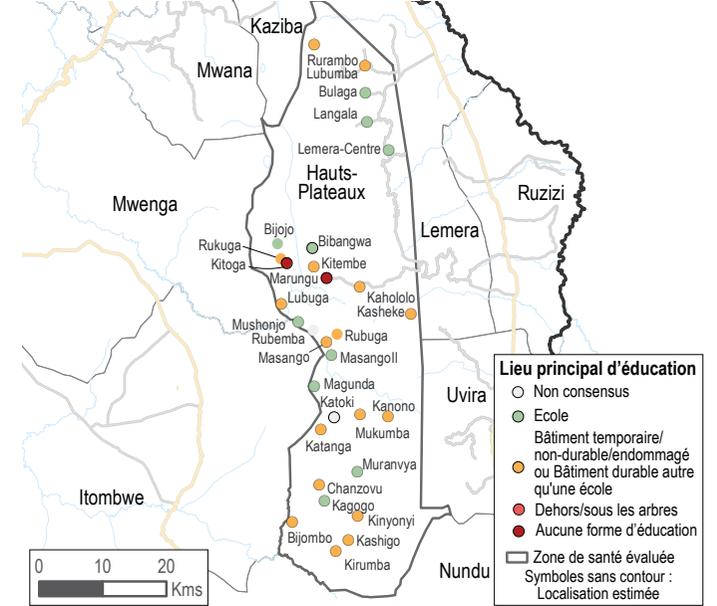
Dans **96%** (44) des localités évaluées de la ZS de Minembwe, les IC ont rapporté que l'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire prenait place dans des écoles (bâtiments dédiés à l'éducation), au cours du mois précédent :



Dans **50%** (23) des localités évaluées de la ZS d'Itombwe, les IC ont rapporté que l'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire prenait place dans des écoles (bâtiments dédiés à l'éducation), au cours du mois précédent :



Dans **34%** (10) des localités évaluées de la ZS des Hauts-Plateaux, les IC ont rapporté que l'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire prenait place dans des écoles (bâtiments dédiés à l'éducation), au cours du mois précédent :



Lieu principal d'éducation

- Non consensus
- Ecole
- Bâtiment temporaire/ non-durable/endommagé ou Bâtiment durable autre qu'une école
- Dehors/sous les arbres
- Aucune forme d'éducation

□ Zone de santé évaluée
Symboles sans contour : Localisation estimée

l'enseignement primaire en raison du manque de moyens pour payer les frais de scolarité pour une grande partie de la population.

L'insécurité était aussi un facteur expliquant la non-fréquentation des écoles par certains enfants, un IC rapportant que certaines écoles étaient occupées par des acteurs armés au moment de la collecte de données, et d'autres IC faisant part du risque d'être exposé à des violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) sur le chemin de l'école. Le mauvais état des infrastructures était aussi mentionné par certains IC, d'autres expliquant que les conflits avaient eu pour conséquences la destruction de certains bâtiments scolaires. Bien que le nombre d'enseignants était considéré comme suffisant par plusieurs IC, les conflits avaient entraîné des déplacements de population (y compris d'enseignants), et la relocalisation de certaines écoles. La gratuité de l'enseignement primaire associée au manque de moyens, avait par ailleurs entraîné la fermeture de certaines écoles privées, et aurait eu pour impact une hausse des effectifs dans les écoles primaires publiques. Le manque de moyens pour payer le matériel scolaire était plusieurs fois mentionné comme problématique.

Indicateurs clés	Modalité de réponse	ZS Minembwe	ZS Itombwe	ZS Hauts-Plateaux
Lieu de l'éducation primaire	Ecole (bâtiment dédié à l'enseignement)	96% (44)	50% (23)	34% (10)
	Bâtiment temporaire/non-durable/endommagé ou bâtiment durable autre qu'une école (p.ex. Eglise, etc.)	2% (1)	37% (17)	55% (16)
	Dehors/sous les arbres	0% (0)	4% (2)	0% (0)
Fréquentation scolaire	< 50% des filles en âge primaire	0% (0)	49% (23)	24% (7)
	< 50% des garçons en âge primaire	0% (0)	11% (5)	10% (3)
Présence école secondaire à <1h à pied	Non	4% (2)	57% (29)	68% (21)

Les résultats dans le tableau ci-dessus indiquent le % de localités où les IC ont rapporté que la modalité de réponse s'appliquait à la majorité de la population de la localité au cours du mois précédent la collecte de données.

Profils des IC enquêtés

3 principales professions des IC :

Agriculteur	24% (60)	
Professionnel de la santé	14% (35)	
Professeur/maître d'école	14% (36)	

3 principaux statuts de déplacement des IC :

Personne non déplacée (autochtone)	65% (167)	
Personne déplacée interne (PDI)	32% (81)	
Personne retournée	1% (7)	

Notes de fin

- Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais dont la localisation exacte est inconnue parce qu'elles ne figurent pas dans la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017). Pour estimer la localisation de ces localités, il a été demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.
- Les enquêtes ont été réalisées sur place dans la zone évaluée ainsi qu'à distance par téléphone au moyen d'un questionnaire structuré portant sur la situation dans une localité particulière, qui permet d'enquêter des IC sur une localité sans nécessairement se rendre sur place. Le nombre d'enquêtes réalisées indiqué n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.
- Le pourcentage des localités évaluées par ZS a été calculé au moyen de 'Settlement Extent: CIESIN, Columbia University under the GRID3 programme',
- Sources utilisées pour la frise chronologique: 1) Verweijen et al. Avril 2021. [Mayhem in the Mountains - How violent conflict of the Hauts-Plateaux of South Kivu escalated](#). Insecure Livelihoods Series ; 2) Blog de Kivu Security Tracker - Pierre Boisselet. Mars 2021. [Sur les hauts-plateaux du Sud-Kivu, une impasse politique et des désertions en chaîne](#) ; 3) Blog Kivu Security Tracker - Judith Verweijen. Septembre 2021. [Pourquoi la violence dans les hauts plateaux du Sud-Kivu n'est pas « ethnique » \(et autres idées reçues sur la crise\)](#); 4) Jason Stearns et al. 2013. [Les Mai-Mai Yakutumba Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu](#). Institut de la Vallée du Rift ; 5) International Crisis Group. 23 janvier 2020. [Éviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs](#)
- Au niveau de l'administration territoriale, la République Démocratique du Congo est divisée en 26 provinces, qui sont à leurs tours divisées en territoires, chefferie & secteurs, groupements et villages. Le chef lieu de la province se voit attribué le statut de ville, il existe également des communes (ou des cités) qui sont des subdivisions de la ville, divisées à leur tour en quartiers, avenues, cellules et/ou en groupements incorporés.
- 'Les Zones de Santé sont des entités géographiques bien délimitées (diamètre maximal 150 kms) contenues dans les limites d'un territoire/commune/administrative, comprenant une population d'au moins 100 000 habitants avec des services de santé à 2 échelons interdépendants (centres de santé au 1er échelon et un Hôpital Général de Référence (HGR) au 2ème échelon), sous la supervision d'une Equipe cadre. La ZS est subdivisée en « Aires de santé ». Une aire de santé est une entité géographique délimitée, composée d'un ensemble de villages en milieu rural et/ou de rues en milieu urbain selon les critères d'affinités sociodémographiques dont la taille de la population desservie est d'au moins 10 000 habitants. Chaque Aire de santé est couverte par un centre de santé'. Source: Ministère de la Santé RDC. Aout 2006. [Recueil des normes de la zone de santé](#).
- Verweijen et al. Avril 2021. [Mayhem in the Mountains - How violent conflict of the Hauts-Plateaux of South Kivu escalated](#). Insecure Livelihoods Series
- Au total, 47 entretiens qualitatifs (semi-structurés et groupes de discussion) ont été conduits. Les IC ont été sélectionnés sur la base d'un échantillonnage raisonné complété par un échantillonnage en boule de neige. Les données quantitatives issues des entretiens structurés sont exprimés dans ce rapport en pourcentage de localités évaluées tandis que les données qualitatives sont exprimées en termes de proportions d'IC.
- Inter-Cluster Régional du Sud Kivu et OCHA. Juillet-Décembre 2019. [Plan de réponses stratégique et opérationnel face à l'impact humanitaire de la crise conflit inter communautaire dans les Moyens et Hauts-Plateaux de Fizi et de Mwenga](#)
- Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la présence du groupe de population désigné dans la localité au cours du mois précédent.
- Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires ainsi qu'une présence de PDI dans la localité au cours du mois précédent.
- L'interprétation des termes « significatif », « suffisamment », « marché fonctionnel » et « à distance de marche » a été laissée à la discrétion de l'IC.
- Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.
- Les autres sources de soins possibles étaient les suivantes : guérisseur traditionnel/religieux, clinique mobile, reste à la maison/se soigne soi-même, autre, NC, NSR, NSP.
- Une installation d'assainissement améliorée empêche de façon hygiénique tout contact entre l'homme et des excréments humains. Source: [Site internet](#) de l'OMS
- L'eau de surface inclut les rivières, fleuves, lacs, marres, tranchées d'irrigation, etc. Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water%20%0D>
- Abris d'urgence: abris construits en matériaux non-durables tels que la paille, la terre, les bâches, etc. qui ne résistent pas bien aux intempéries. Ces abris peuvent ne pas fournir de protection adéquate, que ce soit en matière de sécurité personnelle ou contre les aléas climatiques. Source: Sphere. Ch 4: Normes minimales dans les secteurs des abris, des établissements humains et des articles non alimentaires, p.246.
- Les centres collectifs sont des bâtiments collectifs préexistants qui hébergent des populations déplacées suite à des conflits ou à une catastrophe naturelle. Source: HCR et OIM. 2010. [Lignes directrices sur les centres collectifs](#)
- RFI. Octobre 2019. [Pour financer la gratuité de l'enseignement, la RDC veut assainir sa fiscalité](#)